

BUDGET PRINCIPAL

Service de Contrôle de Légalité

Acte n° : 2026127 avec 0 pièce(s) jointe(s)
Date de décision : 29/06/2026
Objet : CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE PROTECTION FONCTIONNELLE

Nature : Délibérations
Matière : Institutions et vie politique - Decision d ester en justice
Date de télétransmission : 06/07/2026 Agent de transmission : AUTOMATE
Acte : 2026=127 Constitution de partie civile = protection fonctionnelle.pdf
Annexes :

Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA PREFECTURE
DEPARTEMENT 031

Identifiant de l'acte : 031-283100014-20260629-2026127-DE
Date de réception de l'acte par la Préfecture : 06/07/2026

DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Présents :	4
Représentés :	0
Excusés :	0
QUORUM	3

SÉANCE DU 29 JUIN 2026

L'an deux mille vingt-six, au jour du vingt-neuf juin à quatorze heures, le bureau du conseil d'administration s'est réuni au service départemental d'incendie et de secours, sur convocation de son président, Monsieur Gilbert HÉBRARD en date du 22 juin 2026.

Étaient présents : HEBRARD Gilbert, BAYLAC Sandrine, LLORCA Jean-Louis, POUMIROL Emilienne

Étaient excusés :

OBJET : Constitution de partie civile - protection fonctionnelle

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1424-30 ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L134-1, L134-5 et suivants ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L113-1 ;

Vu le code de procédure pénale notamment l'article 418 et suivants ;

Vu le code pénal ;

Considérant que :

- En date du 11 avril 2026, le service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Garonne est sollicité pour blessé sur voie publique sur la commune de Bagnères de Luchon.
- Arrivés sur les lieux, les sapeurs-pompiers prennent en charge deux victimes de sexe masculin et une victime de sexe féminin.
- Parallèlement un bruit de détonateur est entendu par les membres de l'équipage qui voient arriver un groupe d'individus adoptant une attitude agressive : l'un d'eux insulte les sapeurs-pompiers présents, tente de pénétrer dans le VSAV et porte plusieurs coups sur la carrosserie du véhicule.
- Au vu de la situation et afin de se mettre en sécurité, l'équipage se replie et la gendarmerie est contactée puis les victimes transportées aux urgences.
- Peu de temps après, au-delà de ce contexte particulier, des dégradations sur la vitre arrière droite du VSAV sont signalées ; l'enquête en cours permet d'identifier que c'est l'une des victimes prises en charge qui est l'auteur de ces dégradations, les faits étant reconnus.

Au regard de ces éléments, un dépôt de plainte a été réalisé à la gendarmerie.

ENTENDU le rapport de Madame Nathalie PEREZ,

Transmis en Préfecture, affiché et certifié exécutoire le 06 JUL 2026, identifiant de la délibération

Cette délibération sera publiée dans le prochain recueil des actes administratifs du SDIS Haute-Garonne

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification et de publication.

05 61 06 37 09
secretariatdir@sdis31.fr • www.sdis31.fr

49, chemin de l'Armurié
CS 80123 • 31772 Colomiers Cedex

APRÈS en avoir délibéré,
Les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité,

CONFIRMENT au-delà de la protection fonctionnelle accordée aux agents, la constitution de partie civile du SDIS 31 à leurs côtés ;

AUTORISENT la prise en charge financière de ce dossier ;

DÉSIGNENT le cabinet BOMSTAIN sis allée Jean Jaurès à Toulouse pour la défense des intérêts de l'entier dossier.

Le Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
de la Haute-Garonne,

Gilbert HÉBRARD



Transmis en Préfecture, affiché et certifié exécutoire le **06/11/2026**, identifiant de la délibération

Cette délibération sera publiée dans le prochain recueil des actes administratifs du SDIS Haute-Garonne

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification et de publication.

secretariatdir@sdis31.fr • **www.sdis31.fr**

49, chemin de l'Armurié
CS 80123 • 31772 Colomiers Cedex